

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1134

**12 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à la gestion comptable, financière et patrimoniale de l'Agence wallonne à l'Exportation**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 22 février 1990 portant création de l'Agence wallonne à l'Exportation;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 9;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, §§ 1er et 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne, et du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Du budget***Article 1er. § 1er.** Le budget de l'Agence wallonne à l'Exportation reprend l'ensemble de ses recettes et dépenses.

§ 2. Il est établi annuellement après avis du Comité d'Orientation.

§ 3. L'année budgétaire, ci-après dénommée "exercice", commence le 1er janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

**Art. 2.** Le budget est divisé en trois parties :

a. les opérations courantes;

b. les opérations en capital;

c. les opérations pour ordre,

et établi conformément au tableau annexé au présent arrêté.

**Art. 3.** Les prévisions de recettes comprennent :

a. les sommes à reporter de l'exercice antérieur;

b. les droits qui naîtront au cours de l'exercice concerné à l'exception des recettes résultant de la fourniture de biens ou services qui sont imputées au budget de l'exercice au cours duquel la fourniture est effectuée;

c. la dotation inscrite au budget de la Région wallonne.

**Art. 4.** Les prévisions de dépenses portent sur les sommes qui seront dues par l'AWEX du chef d'obligations nées à sa charge au cours de l'année budgétaire; toutefois les prévisions de dépenses couvrent les sommes qui seront exigibles lorsque les obligations résultent de l'exécution de contrats de louage de biens ou de service.**Art. 5. § 1er.** Pour les programmes d'activités dont le délai d'exécution est supérieur à douze mois, le budget prévoit :

a. le montant des obligations qui peuvent être contractées pendant l'exercice ;

b. le montant qui pourra être liquidé au cours de l'exercice, en vue d'apurer des obligations contractées, tant pendant cet exercice qu'au cours des exercices antérieurs.

§ 2. Un état d'évaluation du coût total des programmes et de leur degré d'avancement est fourni, chaque année, par le projet de budget.

**Art. 6. § 1er.** L'avant-projet de budget sera transmis au Ministre des Relations extérieures, accompagné de l'avis du Comité d'Orientation, au plus tard le 31 août de l'année qui précède l'année budgétaire.

§ 2. Le budget de l'Agence wallonne à l'Exportation est annexé au décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne et est inscrit au titre VI du tableau de ce décret.

§ 3. Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'exercice, il y aura lieu de se référer aux dispositions contenues dans le décret ouvrant des crédits provisoires.

#### CHAPITRE II. — *De la comptabilité et de la reddition des comptes*

Art. 7. § 1er. Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre.

§ 2. Le Ministre chargé des Relations extérieures soumet ces états à la Cour des Comptes par l'intermédiaire du Ministre chargé des Finances et du Budget.

§ 3. Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 8. § 1er. A la fin de chaque exercice, il sera dressé :

a. un bilan;

b. un compte d'exécution du budget;

c. une comptabilité patrimoniale telle que prévue par l'article 30 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat modifiée par la loi du 28 juin 1989.

§ 2. Au plus tard le 31 mars suivant l'exercice auquel ils se rapportent, le Ministre chargé des Relations extérieures transmet ces comptes et états au Ministre chargé des Finances et du Budget qui les soumettra à la Cour des Comptes dans le mois de leur réception.

Art. 9. Les comptes et états visés à l'article 8, § 1er, sont joints aux comptes d'exécution du budget de la Région wallonne - partie Ministère de la Région wallonne et inclus au compte général de la Région wallonne.

Art. 10. Lors de la cessation des fonctions du comptable visé à l'article 16, les mêmes documents comptables que ceux visés à l'article 8, § 1er, doivent être établis.

#### CHAPITRE III. — *De la gestion comptable et financière*

Art. 11. Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes.

Art. 12. Le budget annuel comportera un crédit provisionnel destiné à couvrir l'évolution de l'indice des prix à la consommation et le coût de la programmation sociale sur base des critères figés par l'Exécutif.

Art. 13. A la fin de l'exercice, le solde relatif aux opérations en capital s'ajoute aux recettes en capital de l'exercice suivant, et le solde relatif aux opérations courantes est ajouté soit aux recettes courantes, soit aux recettes en capital de l'exercice qui suit.

Art. 14. Dès le début de l'exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice antérieur peuvent être utilisés.

Art. 15. Les fournitures et services effectués par l'AWEX en faveur des services de l'Etat donnent lieu à paiement.

Art. 16. § 1er. Justiciable de la Cour des Comptes, le comptable de l'Agence wallonne à l'Exportation est désigné par l'Exécutif, parmi les fonctionnaires de la Région, sur présentation conjointe du Ministre chargé des Relations extérieures et du Ministre chargé des Finances et du Budget.

§ 2. Il est chargé :

a. de la gestion et de la garde des fonds et valeurs;

b. de l'élaboration et de la garde des documents visés à l'article 8, § 1;

c. de l'établissement périodique d'un inventaire du patrimoine.

#### CHAPITRE IV. — *Du contrôle*

Art. 17. Les dépenses sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des Comptes.

Art. 18. Le Ministre chargé des Finances et du Budget organise le contrôle des écritures enregistrant les opérations comptables et les engagements de dépenses.

Art. 19. La Cour des Comptes peut contrôler la comptabilité sur place; elle peut se faire fournir en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 20. § 1er. Lors de l'introduction du premier projet de Budget de l'Agence wallonne à l'Exportation, le Ministre chargé des Relations extérieures et le Ministre chargé des Finances et du Budget établissent un bilan d'ouverture sur la base d'un inventaire des éléments constitutifs du patrimoine de l'agence wallonne à l'Exportation.

§ 2. Les valeurs actives et passives à porter à l'inventaire sont arrêtées par l'Exécutif.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Ministre chargé des Relations extérieures et le Ministre chargé des Finances et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,  
A. DALEM

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies  
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Annexe

Tableau du Budget

Section I :

Opérations courantes :

A. Recettes

B. Dépenses

C. Transferts

D. Crédit provisionnel

E. Solde

Section II :

Opérations en capital :

A. Recettes

B. Dépenses

C. Transferts

D. Solde

- Section III :  
 Opérations pour ordre :  
 A. Recettes :  
 1. Fonds de tiers  
 2. Fonds de trésorerie  
 B. Dépenses :  
 1. Fonds de tiers  
 2. Fonds de trésorerie  
 C. Solde :

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
 chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,  
 B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,  
 A. DALEM

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies  
 et des Relations extérieures pour la Région wallonne,  
 A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1134

12. DEZEMBER 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
 über die Rechnungsführung, Finanzgebarung und Vermögensverwaltung der Wallonischen Exportagentur

Aufgrund des Dekrets vom 22. Februar 1990 zur Gründung der Wallonischen Exportagentur;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie es durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, insbesondere des Artikels 2 §§ 1 und 3;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region und des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Haushaltsplan

Artikel 1. § 1. Der Haushaltsplan der Wallonischen Exportagentur führt ihre gesamten Einnahmen und Ausgaben auf.

§ 2. Er wird jährlich nach Gutachten des Beratungsausschusses aufgestellt.

§ 3. Das Haushaltsjahr, nachstehend "Jahr" genannt, beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

**Art. 2.** Der Haushaltsplan wird in drei Teile aufgliedert :

- a. die laufenden Geschäfte
- b. die Kapitalgeschäfte
- c. die durchlaufenden Geschäfte

und wird gemäß der dem vorliegenden Erlaß beigefügten Tabelle aufgestellt.

**Art. 3.** Die Ansätze der Einnahmen bestehen aus :

- a. den aus dem vorherigen Jahr vorzutragenden Beträgen
- b. den Ansprüchen, die während des betreffenden Jahres entstehen werden, mit Ausnahme der Einnahmen, die sich aus der Lieferung von Gütern oder aus Dienstleistungen ergeben und im Haushaltsplan des Jahres, in dem die Lieferung erfolgt ist, verbucht sind,
- c. der im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Dotation.

**Art. 4.** Die Ansätze der Ausgaben beziehen sich auf die Beträge, die die WEXA wegen Verpflichtungen schuldet, die während des Haushaltsjahres zu ihren Lasten entstanden sind; die Ansätze der Ausgaben decken jedoch die Beträge, die fällig werden, wenn die Verpflichtungen sich aus der Erfüllung von Sachmiets- bzw. Dienstverträgen ergeben.

**Art. 5. § 1.** Für die Tätigkeitsprogramme, deren Durchführungsfrist über zwölf Monaten liegt, sieht der Haushaltsplan folgendes vor :

- a. den Betrag der Verpflichtungen, die während des Jahres eingegangen werden können,
- b. den Betrag, der im Laufe des Jahres zwecks Bereinigung der sowohl in diesem Jahr als auch in vorangehenden Jahren eingegangenen Verpflichtungen ausgezahlt werden kann.

§ 2. Eine Veranschlagung der Gesamtkosten der Programme und ihres erreichten Standes wird jährlich im Entwurf des Haushaltsplans angeführt.

**Art. 6. § 1.** Der Vorentwurf des Haushaltsplans sowie das Gutachten des Beratungsausschusses werden dem Minister der Auswärtigen Beziehungen spätestens am 31. August des Jahres übermittelt, das dem Haushaltsjahr vorausgeht.

§ 2. Der Haushaltsplan der Wallonischen Exportagentur wird dem Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region beigefügt und in Titel VI der Tabelle dieses Dekrets eingetragen.

§ 3. Wenn der Haushaltsplan nicht vor Beginn des Jahres genehmigt worden ist, muß man sich auf die im Dekret zur Gewährung provisorischer Mittel enthaltenen Bestimmungen beziehen.

#### KAPITEL II. — *Buchführung und Rechnungslegung*

**Art. 7. § 1.** Am Ende jedes Halbjahres werden eine Aufstellung der Einnahmen und eine Aufstellung der Ausgaben angefertigt.

§ 2. Der mit den Auswärtigen Beziehungen beauftragte Minister legt dem Rechnungshof diese Aufstellungen über den mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Minister vor.

§ 3. Die Belege werden vor Ort aufbewahrt.

**Art. 8. § 1.** Am Ende jedes Halbjahres wird folgendes erstellt :

- a. eine Bilanz
- b. eine Abrechnung der Haushaltsausführung
- c. eine Buchführung über die Vermögenslage, so wie sie in Artikel 30 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und zur Ergänzung der Gesetze über die Staatsbuchführung, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Juni 1989, vorgesehen ist.

§ 2. Der mit den Auswärtigen Beziehungen beauftragte Minister leitet diese Aufstellungen und Rechnungen spätestens am 31. März nach dem Jahr, auf das sie sich beziehen, an den mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Minister weiter, der sie innerhalb des Monats ihres Empfangs dem Rechnungshof vorlegen wird.

**Art. 9.** Die in Artikel 8, § 1, erwähnten Aufstellungen und Rechnungen werden den Abrechnungen der Ausführung des Haushaltsplans der Wallonischen Region - Teil Ministerium der Wallonischen Region beigefügt und in die allgemeine Rechnung der Wallonischen Region aufgenommen.

**Art. 10.** Bei der Niederlegung des Amtes des in Artikel 16 erwähnten Buchhalters müssen die gleichen Buchungunterlagen erstellt werden wie die, die in Artikel 8 § 1 erwähnt sind.

#### KAPITEL III. — *Rechnungsführung und Finanzgebarung*

**Art. 11.** Der Betrag der Ausgaben darf nicht über dem Betrag der Einnahmen liegen.

**Art. 12.** Der jährliche Haushaltsplan umfaßt vorläufig eingesetzte Mittel, die die Entwicklung des Verbraucherpreisindex und die Kosten der Sozialprogrammierung aufgrund der von der Exekutive festgelegten Kriterien decken sollen.

**Art. 13.** Am Ende des Jahres kommt der Restbetrag in bezug auf die Kapitalgeschäfte zu den Kapitaleinnahmen des folgenden Jahres hinzu, und der Restbetrag in bezug auf die laufenden Geschäfte wird entweder den laufenden Einnahmen oder den Kapitaleinnahmen des folgenden Jahres hinzugefügt.

**Art. 14.** Ab Beginn des Jahres können die nach Ablauf des vorangehenden Jahres verfügbaren finanziellen Mittel benutzt werden.

**Art. 15.** Die Lieferungen und Dienste, die die WExA zugunsten der Dienststellen des Staates vornimmt bzw. leistet, werden bezahlt.

**Art. 16. § 1 -** Der dem Rechnungshof unterliegende Buchhalter der Wallonischen Exportagentur wird von der Exekutive unter den Beamten der Region auf gemeinsamen Vorschlag des mit den Auswärtigen Beziehungen beauftragten Ministers und des mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Ministers benannt.

**§ 2 -** Er ist beauftragt mit :

- a. der Verwaltung und der Verwahrung der Mittel und der Werte
- b. der Erstellung und der Verwahrung der in Artikel 8 erwähnten Dokumente
- c. der periodischen Aufstellung eines Vermögensverzeichnisses.

#### KAPITEL IV. — Kontrolle

**Art. 17.** Die Ausgaben werden ohne Einschaltung des Rechnungshofes festgestellt und geleistet.

**Art. 18.** Der mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragte Minister organisiert die Kontrolle der Bücher, in denen die Buchungsvorgänge und die Ausgabeverpflichtungen registriert sind.

**Art. 19.** Der Rechnungshof kann die Buchführung an Ort und Stelle überprüfen; er kann sich jederzeit sämtliche Belege, Abrechnungen, Auskünfte und Erläuterungen über die Einnahmen und Ausgaben sowie über das Vermögen und die Schulden geben lassen.

#### KAPITEL V. — Schlußbestimmungen

**Art. 20. § 1 -** Bei der Einreichung des ersten Entwurfs des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur stellen der mit den Auswärtigen Beziehungen beauftragte Minister und der mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragte Minister eine Eröffnungsbilanz auf der Grundlage eines Verzeichnisses der Bestandteile des Vermögens der Wallonischen Exportagentur auf.

**§ 2.** Die im Verzeichnis anzuführenden Aktiv- und Passivwerte werden von der Exekutive festgelegt.

**Art. 21.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 22.** Der mit den Auswärtigen Beziehungen beauftragte Minister und der mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragte Minister sind jeder in seinem Bereich mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 12. Dezember 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region  
A. DALEM

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen  
für die Wallonische Region  
A. LIENARD

## Anlage

## Tabelle des Haushaltsplans

Abschnitt I :  
 Laufende Geschäfte :  
 a. Einnahmen  
 b. Ausgaben  
 c. Übertragungen  
 d. Vorläufig eingesetzte Mittel  
 e. Restbetrag

Abschnitt II :  
 Kapitalgeschäfte :  
 a. Einnahmen  
 b. Ausgaben  
 c. Übertragungen  
 d. Restbetrag

Abschnitt III :  
 Durchlaufende Geschäfte :  
 a. Einnahmen :  
 1. Fremdmittel  
 2. Barmittel  
 b. Ausgaben  
 1. Fremdmittel  
 2. Barmittel  
 c. Restbetrag

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Dezember 1990 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,  
 B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region  
 A. DALEM

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen  
 für die Wallonische Region

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 1134

12 DECEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
 met betrekking tot het boekhoudkundig, financieel en patrimoniaal beheer  
 van het Waalse Exportagentschap

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 22 februari 1990 houdende oprichting van het Waalse Exportagentschap;  
 Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de wet van  
 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, §§ 1 en 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen, en van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begroting*

Artikel 1. § 1. De begroting van het Waalse Exportagentschap neemt het geheel van zijn ontvangsten en uitgaven over.

§ 2. Zij wordt jaarlijks opgemaakt na advies van het Oriëntatiecomité.

§ 3. Het begrotingsjaar, hierna « boekjaar » genoemd, begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 2. De begroting wordt in drie delen gesplitst :

- a) de lopende verrichtingen;
- b) de kapitaalverrichtingen;
- c) de orderverrichtingen,

en wordt overeenkomstig de bij het onderhavig besluit gevoegde tabel overgemaakt.

Art. 3. De berekende ontvangsten bevatten :

- a) de van het vorig boekjaar over te brengen bedragen;
- b) de rechten die tijdens het betrokken boekjaar zullen ontstaan, behalve de ontvangsten die voortkomen uit de levering van goederen of diensten die ten laste komen van de begroting van het boekjaar waarin de levering werd uitgevoerd;
- c) de toelage ingeschreven op de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 4. De voorziene uitgaven hebben betrekking op de bedragen die het AWEX verschuldigd is wegens verplichtingen die tijdens het begrotingsjaar te zijner laste zijn ontstaan; de voorziene uitgaven dekken echter de bedragen die invorderbaar worden wanneer de verplichtingen voortvloeien uit de uitvoering van huurcontracten van goederen of van diensten.

Art. 5. § 1. Voor de activiteitenprogramma's waarvan de uitvoeringstermijn langer dan twaalf maanden is, voorziet de begroting :

- a) het bedrag van de verplichtingen die tijdens het boekjaar aangegaan mogen worden;
- b) het bedrag dat tijdens het boekjaar zal vereffend kunnen worden met het oog op het aanzuiveren van verplichtingen aangegaan zowel tijdens het huidige boekjaar als tijdens de vorige boekjaren.

§ 2. Het begrotingsontwerp bezorgt ieder jaar een raming van de totale kosten van de programma's en van hun vorderingsstand.

Art. 6. § 1. Het voorontwerp van begroting dient samen met het advies van het Oriëntatiecomité ten laatste op 31 augustus van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat, naar de Minister van Buitenlandse Betrekkingen te worden verstuurd.

§ 2. De begroting van het Waalse Exportagentschap is gevoegd bij het decreet dat de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest bevat en is ingeschreven onder titel VI van de tabel van dat decreet.

§ 3. Zo de goedkeuring niet heeft plaatsgevonden voor het begin van het boekjaar, dient men zich te verwijzen naar de bepalingen bevat in het decreet houdende opening van de voorlopige kredieten.

#### HOOFDSTUK II. — *Boekhouding en rekening en verantwoording*

Art. 7. § 1. Een staat van de ontvangsten en een staat van de uitgaven worden opgemaakt aan het einde van ieder semester.

§ 2. De Minister belast met Buitenlandse Betrekkingen legt die staten voor aan het Rekenhof door bemiddeling van de Minister van Financiën en Begroting.

§ 3. De bewijsstukken worden ter plaatse bewaard.

Art. 8. § 1. Aan het einde van ieder boekjaar wordt overgegaan tot het opmaken van :

- a) een balans;
- b) een uitvoeringsrekening van de begroting;
- c) een patrimoniale boekhouding zoals bepaald bij artikel 30 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989.

§ 2. De Minister van Buitenlandse Betrekkingen verstuurt die rekeningen en standen ten laatste op 31 maart na het boekjaar waarop zij betrekking hebben, naar de Minister van Financiën en Begroting die ze binnen de maand na hun ontvangst aan het Rekenhof zal voorleggen.

Art. 9. De in artikel 8, § 1, bedoelde rekeningen en standen zijn gevoegd bij de uitvoeringsrekeningen van de begroting van het Waalse Gewest — gedeelte Ministerie van het Waalse Gewest — en in de algemene rekening van het Waalse Gewest begrepen.

Art. 10. Indien de in artikel 16 bedoelde boekhouder zijn functies onderbreekt, dienen dezelfde boekingsstukken te worden opgemaakt als die bedoeld in artikel 8.

#### HOOFDSTUK III. — *Boekhoudkundig en financieel beheer*

Art. 11. Het bedrag van de uitgaven mag het bedrag van de ontvangsten niet overschrijden.

Art. 12. De jaarlijkse begroting zal een provisioneel krediet bedragen teneinde de evolutie van het indexcijfer der verbruiksprijzen en de kosten van de sociale programmering te dekken op basis van de door de Executieve bepaalde criteria.

Art. 13. Aan het einde van het boekjaar wordt het saldo betreffende de kapitaalverrichtingen toegevoegd aan de kapitaalontvangsten van het volgend boekjaar terwijl het saldo aangaande de lopende verrichtingen wordt toegevoegd hetzij aan de lopende ontvangsten, hetzij aan de kapitaalontvangsten van het volgende boekjaar.

**Art. 14.** De bij het verstrijken van een boekjaar beschikbare financiële middelen mogen vanaf het begin van het volgend boekjaar gebruikt worden.

**Art. 15.** De door het AWEX ten gunste van de Rijksdiensten verrichtte leveringen en diensten dienen vereffend te worden.

**Art. 16. § 1.** Daar hij aan het Rekenhof onderworpen is, wordt de boekhouder van het Waalse Exportagentschap onder de ambtenaren van het Gewest door de Executieve aangeduid, op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Minister van Financiën en Begroting.

§ 2. Hij is belast met :

- a) het beheer en de bewaking van de fondsen en waarden;
- b) de uitwerking en de bewaking van de in artikel 3, § 1, bedoelde stukken;
- c) het periodiek opmaken van een inventaris van het patrimonium.

#### HOOFDSTUK IV. -- Toezicht

**Art. 17.** De uitgaven worden zonder de tussenkomst van het Rekenhof vereffend en betaald.

**Art. 18.** De Minister van Financiën en Begroting organiseert het toezicht op de boeken die de boekhoudkundige operaties en de uitgavenverbintenissen opnemen.

**Art. 19.** Het Rekenhof mag ter plaatse toezicht houden op de boekhouding; het mag ieder ogenblik alle bewijsstukken, standen, inlichtingen en toelichtingen opeisen, wat betreft zowel de ontvangsten en de uitgaven als het vermogen en de schulden.

#### HOOFDSTUK V. -- Eindbepalingen

**Art. 20. § 1.** Bij de invoering van het eerste begrotingsontwerp van het Waalse Exportagentschap, maken de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Minister van Financiën en Begroting een openingsbalans op op basis van een inventaris van de bestanddelen van het patrimonium van het Waalse Exportagentschap.

§ 2. De op de inventaris te boeken actieve en passieve waarden worden door de Executieve bepaald.

**Art. 21.** Het onderhavig besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 22.** De Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Minister van Financiën en Begroting zijn, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van het onderhavig besluit belast.

Namen, 12 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

**B. ANSELME**

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

**A. DALEM**

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën  
en Buitenlandse Betrekkingen

**A. LIENARD**

-----  
Bijlage

-----  
Begrotingstabel

Afdeling I :  
Lopende verrichtingen :  
A. Ontvangsten  
B. Uitgaven  
C. Overdrachten  
D. Provisioneel krediet  
E. Saldo

Afdeling II :  
Kapitaalverrichtingen :  
A. Ontvangsten  
B. Uitgaven  
C. Overdrachten  
D. Saldo

Afdeling III :  
Orderverrichtingen :  
A. Ontvangsten :  
1. Fondsen van derden  
2. Thesauriefondsen

- B. Uitgaven :  
 1. Fondsen van derden  
 2. Thesauriefondsen  
 C. Saldo

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 december 1990 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
 belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,  
 B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,  
 A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën  
 en Buitenlandse Betrekkingen,  
 A. LIENARD

F. 91 — 1135

16 JANVIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant, pour le Service de Production et de Grand Transport d'Eau du Ministère de la Région wallonne, les fonctions dont les titulaires bénéficient de la gratuité du logement

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories de personnel rétribué par l'Etat, notamment les articles 2, 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1967;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères;

Vu le protocole n° 45 du Comité de Secteur n° XVI;

Vu l'avis du 17 mai 1990 de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que pour garantir la production en continu d'eau potable, il s'impose de maintenir, au sein du Service de Production et de Grand Transport d'Eau, un service d'alerte permanent;

Considérant que certains agents du Service de Production et de Grand Transport d'Eau se voient imposer une disponibilité permanente par leur participation à un service d'alerte;

Considérant par ailleurs que certains d'entre eux occupent un logement mis à leur disposition par l'administration et qu'il s'impose dès lors, pour des raisons de sécurité juridique de déterminer sans retard quelles sont les fonctions dont les titulaires bénéficient de la gratuité du logement;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale et du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. L'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat s'applique aux agents du service d'alerte du Service de Production et de Grand Transport d'Eau du Ministère de la Région wallonne qui sont titulaires des fonctions énumérées ci-après :

1. Personnel de qualification chimie	: 16
2. Personnel de qualification électromécanique, électrique ou mécanique	: 44
3. Personnel de qualification construction	: 3
4. Personnel de qualification conducteur de véhicules ou d'engins	: 12

75

Art. 2. Les agents qui remplissent la condition énoncée à l'article 1er et qui occupent un logement mis à leur disposition par l'administration bénéficient de la gratuité du logement.

Le bénéfice du logement gratuit constitue un avantage en nature qui est soumis à l'impôt mais n'est pas soumis aux cotisations sociales et n'est pas pris en considération pour le calcul de la pension.

La valeur de l'avantage en nature est fixée au montant de la valeur locative du logement. Elle ne peut toutefois pas dépasser 10 % du montant brut du traitement moyen.

Une retenue de 2,5 % du montant du traitement moyen est opérée en contrepartie du chauffage et de l'éclairage fournis par l'Administration.